



L'engagement de Soria 2019

Nous, les participant·e·s à la deuxième édition de la rencontre internationale de Soria pour penser l'Europe en vue de l'engagement 2030, et les membres du Forum de CGLU sur les villes intermédiaires, en appelant à penser l'avenir des territoires et de la planète de façon collective, en prenant en compte les nécessités et aspirations des communautés, et en nous engageant à respecter les valeurs et principes définis dans l'Agenda universel 2030.

Inspiré·e·s par la Charte-agenda des villes intermédiaires, adoptée lors du Forum mondial de Chefchaouen, et par le Manifeste du CCRE pour les élections européennes, nous réitérons les points suivants :

- La promotion du développement économique local, l'égalité sociale, l'ancrage culturel du développement et la responsabilité envers l'environnement, incluant les zones rurales comme alliées indispensables, sont autant de facteurs essentiels pour que les citoyen·ne·s vivent dans de bonnes conditions et pour que les territoires se **développent de façon intégrée**.
- Il est nécessaire de concrétiser le **partenariat multiniveaux** comme mécanisme régulateur pour la définition et la mise en œuvre des agendas locaux, nationaux et mondiaux.
- Il est important de renforcer les **systèmes locaux de solidarité** pour atteindre les objectifs mondiaux, en se fondant sur une échelle humaine essentiellement présente dans les villes intermédiaires, quelle que soit leur taille.
- La résilience des villes intermédiaires est liée à la force de leur **identité, culture, et au respect de la diversité**.
- C'est uniquement en **coopération avec les métropoles et tous les territoires** que nous pourrions construire les modèles de gestion et de vie qui permettront de répondre aux défis identifiés à l'échelle mondiale et qui se jouent dans les grandes villes.
- En 2019, l'Union européenne est confrontée à un changement de cycle politique dans lequel une partie de son avenir est en jeu, et que l'Agenda 2030 peut et doit être un cadre stimulant et un horizon pour réaliser une **Europe plus prospère et durable, plus proche de ses citoyens**.

C'est pourquoi nous appelons, en cette ère d'urbanisation, à un développement territorial homogène, et que nous proposons ce qui suit :

Les 17 Objectifs de développement durable, desquels dépendent la réalisation de l'engagement pris par l'humanité d'ici à 2030, doivent représenter **notre feuille de route** et doivent faire partie intégrante des programmes d'action, aussi bien municipaux que nationaux, européens et mondiaux.



Les services publics gérés par les administrations locales sont l'épine dorsale de cet agenda du développement et doivent, de ce fait, recevoir les financements et les compétences appropriés.

Le concept du « **bien vivre** » **défini** par nos communautés doit devenir un modèle facilitant la justice territoriale et encourageant la protection des droits et valeurs.

Les **ressources naturelles doivent être considérées comme patrimoine de l'humanité**, et leur usage et préservation doivent prendre en compte les futures générations et la cohésion territoriale.

Le **dialogue intergénérationnel** doit devenir une partie structurelle de nos mécanismes de consultation et de décision, afin de planifier l'avenir conjoint.

La « **localisation** » doit être envisagée comme un ancrage aux opportunités territoriales et aux identités, et comme une porte d'ouverture et de solidarité **vers le monde**.

Les instruments de la **politique de cohésion territoriale** doivent prendre en compte, comme colonne vertébrale, les principes contenus dans l'Agenda 2030.

C'est en ce sens que nous nous engageons à :

- **Travailler en réseau** pour que nos réflexions sur nos villes nous permettent également de penser le monde de façon conjointe et solidaire, sous l'égide de nos associations nationales, régionales, continentales et mondiales.
- **Placer les communautés au cœur** de notre action.
- **Comprendre la gouvernance comme une responsabilité partagée**, inclusive et transparente.
- **Encourager la créativité, l'innovation et la transformation** inclusives, qui ne laissent personne pour compte.
- **Etablir des espaces de dialogue** pour renforcer le rôle que les politiques locales et territoriales devraient jouer dans la définition des plans nationaux, régionaux, continentaux et mondiaux.
- **Aligner nos priorités et capacités locales sur les Objectifs de développement durable** et s'assurer que les services et politiques municipaux agissent comme garanties pour mettre en œuvre les engagements de l'agenda 2030.
- Encourager et soutenir les collectivités locales dans le nouveau cycle politique européen et dans la mise en œuvre des nouveaux instruments, notamment par une **participation active aux processus de planification et de discussion des nouveaux cadres de partenariat de la politique de cohésion** de l'Union européenne.
- Inviter les **associations de collectivités locales à réfléchir, à la lumière de cette déclaration et de la Charte de Chefchauen, sur leur réalité nationale et sur le rôle que les villes intermédiaires** devraient jouer dans la réalisation des objectifs de développement durable, en dialogue avec les autorités nationales.



Uni-e-s au sein du mouvement municipaliste international, nous continuerons de contribuer aux alliances entre tous les acteurs et nous renforcerons les échanges entre les villes de toute la planète, par le biais du Forum de CGLU sur les villes intermédiaires.

Nous reconnaissons les efforts fournis par les gouvernements d'Espagne et du Maroc pour positionner les gouvernements locaux, et notamment les villes intermédiaires, dans l'axe central du développement. Nous remercions le Secrétariat ibéro-américain pour son appui et sa coopération, ainsi que l'Union européenne pour son rôle dans le renforcement des gouvernements locaux dans le monde.

Nous félicitons Chefchaouen et Soria pour leur vision et leadership.

Et nous remercions les habitants et les habitantes de Soria pour leur accueil.

En pensant Soria, nous pensons aussi l'Europe et le monde !